



# Le Golfe, de la géopolitique à la politique tout court

**Dorothee Schmid**

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2020/1 Printemps**, PAGES 9 À 17  
ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9791037301031

DOI 10.3917/pe.201.0009

Date de mise en ligne : 11/03/2020

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2020-1-page-9?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...  
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.**

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

page 9

dossier

## LE GOLFE : NOUVEAU CENTRE DU MOYEN-ORIENT ?



## Le Golfe, de la géopolitique à la politique tout court

### Le Golfe, objet géopolitique classique

Le golfe Arabo-Persique est un golfe de l'océan Indien, qui s'étend sur près de 1 000 kilomètres entre la Péninsule arabique et l'Iran. C'est un objet géopolitique classique : espace géographique disputé entre puissances qui s'y croisent, s'y tiennent en respect, s'y confrontent. Son appellation elle-même est depuis le <sup>xx</sup>e siècle l'objet d'une controverse qui exprime l'antagonisme, ou la compétition, entre les deux aires civilisationnelles qu'il sépare et met en contact : l'aire perse et l'aire arabe. L'appellation historique de golfe Persique, validée depuis l'histoire antique, est en effet contestée par les États arabes qui veulent imposer « Golfe arabe », la synthèse contemporaine « arabo-persique » ne satisfaisant ni les uns ni les autres<sup>1</sup>.

On peut bien abandonner les adjectifs, tant le terme « Golfe » se confond aujourd'hui précisément, dans les discussions courantes, avec ce golfe-là. Yves Lacoste remarque pourtant que cela nous ramène immédiatement à une perception sécuritaire<sup>2</sup>. Le « Golfe » évoque effectivement avant tout les « guerres du Golfe » : la première, où s'affrontent l'Iran et l'Irak entre 1980 et 1988, qui fait au moins 800 000 morts, et se termine par l'épuisement des belligérants ; la deuxième, qui met en scène en 1991 la libération par une coalition internationale du Koweït annexé par l'Irak ; la troisième, qui voit en 2003 la destitution de Saddam Hussein et l'occupation américaine de l'Irak, et ouvre une séquence de déstabilisation durable, dont les effets se feront sentir bien au-delà du Golfe lui-même.

Les ingérences extérieures sont l'ordinaire de l'histoire du Golfe. Voie de passage privilégiée entre océan Indien et Méditerranée, le domaine des pêcheurs de perles devient une zone de circulation commerçante dès l'ère abbasside, dominée par les navigateurs arabes. Il est brièvement contrôlé au <sup>xvi</sup>e siècle par les Portugais, qui veulent évincer les Arabes des échanges

1. Un site internet d'émanation iranienne a même organisé un vote en 2010 pour tester la popularité des deux dénominations, disponible sur : <[www.persiansarenotarabs.com](http://www.persiansarenotarabs.com)>.

2. Y. Lacoste, « Le Golfe et ses Émirats », *Hérodote*, vol. 133, n° 2, 2009, pp. 3-31.

avec l'Inde, puis par les Hollandais, enfin par les Britanniques, qui convertiront petit à petit cette « côte des pirates » en protectorat. Après la Première Guerre mondiale, Français et Britanniques opèrent le découpage du Levant et permettent la création de l'Irak et de l'Arabie Saoudite. Les appétits s'aiguisent avec la découverte, un peu partout dans la région, de formidables ressources en hydrocarbures, qui seront d'abord exploitées avec l'aide de compagnies étrangères.

L'échelle géopolitique qui permet de saisir le Golfe reste donc internationale : c'est un lieu d'investissement stratégique pour des puissances économiques extérieures qui entendent sécuriser leurs approvisionnements en énergie. Le passage stratégique (*choke point*) majeur qu'est le détroit d'Ormuz, au sud du Golfe, explique la militarisation progressive de la région, qui abrite de nombreuses bases américaines, une base française à Abou Dhabi depuis 2009, et une base turque au Qatar depuis 2016.

Au-delà de ce cœur maritime, les terres restent ouvertes aux influences venues des continents voisins. Rappelons qu'en termes de peuplement, la région est devenue une terre de migration qui abrite de remarquables flots de mixité. La population de Dubaï est étrangère à plus de 90 %, et vient pour moitié de l'Inde. De nombreuses familles d'origine iranienne, y compris des notables, sont aussi installées depuis longtemps dans les petits États de la Péninsule arabique. L'Arabie Saoudite, qui abrite les lieux saints de l'islam, accueille quant à elle chaque année près de 2,5 millions de pèlerins. Une forme d'intégration régionale particulière se fait à travers cette circulation humaine, pourtant soigneusement gérée par le cloisonnement : le statut des étrangers reste partout à part dans les États concernés, pour préserver le fragile équilibre démographique avec les autochtones<sup>3</sup>.

Notons enfin que l'ombre portée géopolitique du Golfe s'étend aujourd'hui bien au-delà du Moyen-Orient, au gré des appétits extérieurs de l'Iran et des pays de la Péninsule arabique. La projection de la rivalité Iran/Arabie Saoudite et Émirats arabes unis est présente sur le théâtre irakien, au Yémen, en Syrie ; mais elle concerne aussi la Corne de l'Afrique et la Libye. Si l'on ajoute à ces différents conflits la querelle récente entre le Qatar et le même binôme Arabie + Émirats, qui a fait éclater en 2017 le Conseil de coopération du Golfe, la dynamique actuelle apparaît finalement plus centrifuge qu'intégratrice.

3. M. Lavergne, « Golfe Arabo-Persique : de la ségrégation au "vivre-ensemble" », *Hérodote*, vol. 174, n° 3, 2019, pp. 193-208.

## Rentiers et modernes ? Des défis économiques inédits

Si le Moyen-Orient concentre la moitié des réserves prouvées et extractibles du pétrole mondial, l'Arabie Saoudite capte à elle seule le tiers de cette dotation, suivie de l'Iran et de l'Irak. Le Qatar possède quant à lui le tiers des réserves régionales de gaz, le gisement *offshore* de South Pars, plus grande réserve au monde, étant situé à cheval sur ses eaux territoriales et celles de l'Iran.

La pleine maîtrise de cette énorme richesse n'a été acquise qu'après les indépendances – tardives pour certains, la décolonisation s'achevant en 1971 avec la proclamation de souveraineté de Bahreïn, du Qatar, et la naissance des Émirats arabes unis. Le bénéfice que tirent les États du Golfe de leurs ressources naturelles est ambivalent : le concept d'« État rentier » a bien été inventé dans et pour les pays du Golfe<sup>4</sup>. La maîtrise des prix du marché mondial est, pour les régimes pétroliers, un objectif vital, car leurs économies en dépendent quasi-exclusivement. Or le marché des énergies fossiles est actuellement soumis à deux tendances contradictoires : les besoins immédiats restent si importants que de nouvelles capacités sont régulièrement mises en exploitation dans le monde – les États-Unis sont ainsi devenus le premier producteur mondial en exploitant leur pétrole et leur gaz de schiste ; mais la prise de conscience généralisée de l'accélération du réchauffement climatique installe un climat social défavorable pour les énergies fossiles, plaidant en sens inverse pour une maîtrise de la production. En outre, les ressources étant, par définition, limitées dans le temps, les économies rentières du Golfe doivent désormais organiser la transition vers un autre modèle de croissance.

Tous les pays sont ainsi entrés dans une période d'ajustement économique : volontaire pour les monarchies arabes, forcée pour l'Iran soumis à un régime de sanctions internationales. Les EAU et l'Arabie Saoudite ont eu les premiers leur « Vision 2030 », vaste programme de réformes qui vise à diversifier l'économie, assainir les finances nationales, tout en maintenant des équilibres sociaux de plus en plus fragiles. « Vision 2040 » pour Oman, plan « Koweït 2035 » ... Tous ces plans mettent à contribution les formidables cagnottes rentières accumulées depuis les années 1970, la manne primaire des revenus pétroliers et gaziers s'étant transformée au fil des ans en une énorme réserve, valorisée par le biais de fonds souverains. 6 fonds souverains du Golfe se classent parmi les 15 premiers du monde

4. H. Mahdavy, « The Pattern and Problems of Economic Development in Rentier States: The Case of Iran », in M. A. Cook (dir.), *Studies in the Economic History of the Middle East*, Oxford, Oxford University Press, 1970, pp. 428-467.

en termes d'actifs. Leur gestion se professionnalise rapidement, avec deux objectifs : faciliter la transition post-rentière par des investissements ciblés en interne, multiplier les placements stratégiques à l'extérieur.

L'ambition de la transformation est donc la nouvelle norme pour les pays de la Péninsule arabique, mais la mise en œuvre est partout difficile. Il s'agit de bâtir une économie productive à partir de presque zéro. Surtout, renoncer à la rente, c'est aussi renoncer à un mode de gestion politique bien particulier : la redistribution partielle des ressources par les clans au pouvoir a toujours permis une anesthésie sociale garantissant l'ordre politique. Pour forger un nouveau consensus post-rentier, et préserver un *statu quo* politique partout ébranlé par les Printemps arabes, les plans de réforme poussent à l'extrême la quête de modernité paradoxale des monarchies. À la société « du bonheur et des possibilités » des Émirats<sup>5</sup> font ainsi écho les nouveaux projets de tourisme en Arabie Saoudite, les rêves de villes nouvelles, *smart cities* ultra-connectées. Le succès des muséologies de la Péninsule témoigne du souci d'ancrer cette quête d'avant-garde dans des identités nationales redécouvertes. Dans cette nouvelle course à la modernité, le Qatar, pionnier régional du *soft power* avec la nébuleuse Al-Jazeera, est progressivement distancé par les stratégies culturelles des Émirats<sup>6</sup>.

### Vers plus de variété politique

Une géographie donc, une géopolitique certes, mais une politique tout court ? Les contours et la dynamique profondément asymétriques des régimes du golfe Arabo-Persique compliquent d'emblée toute réflexion comparative. Depuis 1979, la République islamique d'Iran, système théocratique *sui generis* qui combine des éléments de représentativité démocratique et un appareil de contrôle social totalitaire, concentre toute la curiosité des politologues. Mais l'appétit scientifique se double d'une inquiétude stratégique. La crise du programme nucléaire iranien est, depuis 2015, un feuilleton à rebondissements pour lequel on craint une fin tragique. L'obsession d'un *regime change* pour l'Iran a de nouveau saisi l'administration américaine en 2018. Après l'échec du mouvement vert de 2009, les contestations sporadiques de 2017 et 2018, puis de la fin 2019, ont toutes été liquidées sans états d'âme par le régime de Téhéran. Nouveau train de sanctions américaines, rumeurs de guerre avec l'Arabie, répression du mouvement naissant anti-corruption : les « durs » reprennent la main

5. L. Mediavilla, « Après le "Bonheur", les Émirats lancent un ministère des "Possibilités" », *Les Échos*, 23 avril 2019, disponible sur : <[www.lesechos.fr](http://www.lesechos.fr)>.

6. J.-M. Tobelem, « Stratégie culturelle à Abou Dhabi et au Qatar : éléments de convergence et de singularité », *Bulletin de l'Association de géographes français* 90, n° 2, juillet 2013, pp. 142-152.

en Iran, le clan conservateur a remporté haut la main en février 2020 des élections plus qu'encadrées, et les espoirs d'un changement reposent désormais sur la perspective de la succession du Guide suprême.

Le tableau est différent du côté de la Péninsule arabe, où dominent les pays alliés de l'Occident. Les régimes arabes du Golfe ont été longtemps négligés par les politistes, qui ne percevaient sans doute pas les infinies nuances de ces systèmes monarchiques apparentés les uns aux autres. Tous cousins, tous semblables, avec la même qualité de stabilité : cette fiction un peu paresseuse a pourtant été récemment remise en cause par des développements internes et des disputes inédites.

Premier incident dans la boîte noire : la crise de succession saoudienne. On a vu surgir en 2015 en première ligne d'entre les fils du roi Salmane son rejeton préféré, Mohammed, au mépris de toutes les constructions coutumières consensuelles qui avaient permis jusque-là de contenter l'ensemble des trop nombreux descendants du père fondateur Ibn Séoud. Devenu à 34 ans l'héritier direct du trône, Mohammed Ben Salmane, dit MBS, entend consolider le régime à sa main. Il nettoie l'écosystème royal en triant les courtisans selon leur loyauté, pourchasse durement les opposants, tout en imposant des réformes économiques et sociales qui lui ont un temps valu d'être étiqueté libéral. Certes, les gains de liberté accordés aux femmes ne sont pas purement symboliques dans ce royaume ultra-conservateur.

Plusieurs accidents de parcours sont cependant venus brouiller cette démonstration d'ouverture : le jeune prince est notamment responsable du déclenchement de la guerre apparemment impossible à gagner contre les Houthis au Yémen ; il a aussi été mêlé au meurtre du journaliste dissident Jamal Khashoggi, perpétré dans l'enceinte du consulat saoudien à Istanbul en 2018.

Depuis cet épisode particulièrement néfaste pour l'image du Royaume, on s'interroge sur les rééquilibres en cours au sein du régime, et aussi sur les effets de l'amitié qui lie MBS à MBZ, soit Mohammed Ben Zayed, le prince héritier, homme fort et visionnaire d'Abou Dhabi. Les Émirats poursuivent en effet leur propre expérience de contrôle social, destinée à préserver l'équilibre politique et institutionnel très fragile de la fédération. Le prince des Émirats est lui aussi ambitieux, doté d'une vision internationale, et surtout obsédé par la lutte contre les Frères musulmans à l'échelle de l'ensemble du monde arabe. Son autoritarisme éclairé lui vaut notamment les faveurs du président français sur fond de partenariats culturels multiples – de l'exportation de la Sorbonne à la construction d'une franchise du Louvre à Abou Dhabi.

Les régimes arabes du Golfe expérimentent donc, et se dissocient. La brouille consommée depuis 2017 entre le Qatar et ses voisins de la Péninsule surprend par son ampleur, et sa durée. Le 5 juin 2017, une coalition formée par l'Arabie Saoudite, les Émirats, Bahreïn et l'Égypte accuse Doha d'être trop proche de l'Iran et de soutenir le terrorisme. 13 demandes léonines – dont la fermeture d'Al-Jazeera – sont alors émises à l'intention de l'émir Tamim Ben Hamad Al-Thani ; les relations diplomatiques sont rompues, les frontières fermées. Le Qatar fait alors face au blocus en accélérant la diversification de son économie et en restructurant ses routes commerciales, renforçant ses relations avec l'Inde, le Pakistan ou la Turquie. Il a su mobiliser ses partenaires extérieurs, y compris en Occident, passant à la vitesse supérieure dans l'utilisation de son fameux *soft power*.

Si l'on ajoute à ce tableau la tout récente succession omanaise, on perçoit une fenêtre d'évolution systémique pour les monarchies du Golfe. Mais à côté de ces « réaménagements », l'insoluble crise yéménite et le retour d'une forme de chaos en Irak, pays que l'on donnait début 2019 pour le nouveau foyer de la démocratie dans la région, maintiennent la pression stratégique.

### La nouvelle compétition des puissances

La brouille au sein du Conseil de coopération du Golfe a structuré de façon visible les deux camps qui s'affrontaient en sourdine depuis le déclenchement des Printemps arabes : les monarchies conservatrices d'un côté, qui parrainent l'Égypte du maréchal Sissi et dont se rapproche Israël ; et le Qatar, autoproclamé progressiste, soutenu par la Turquie de Recep Tayyip Erdoğan, qui cherche à inscrire les Frères musulmans dans le paysage régional et refuse de rompre avec l'Iran.

Ces deux camps sont désormais en lutte à l'extérieur de leur espace immédiat : au Yémen, en Syrie, en Libye, on retrouve ce même clivage, et l'ingénierie complexe des factions, milices et mercenaires à l'œuvre dans tous ces conflits doit beaucoup aux États arabes du Golfe et à l'Iran. Ces affrontements par *proxies* évitent jusqu'à présent l'embrasement direct que tous craignent : une guerre entre l'Iran et l'Arabie Saoudite, qui pourrait appeler à la rescousse ses alliés occidentaux – États-Unis et Israël. Les alertes, de plus en plus sérieuses, se multiplient depuis 2019, mais la conscience de la fragilité des équilibres amène à la retenue : un seul drone armé iranien pourrait commettre beaucoup de dégâts à Dubaï...

La course aux armements fait rage dans la région, mais la compétition des puissances ne se joue certes pas sur le seul terrain militaire, où l'Iran peut encore compenser le suréquipement des armées arabes par l'efficacité

de ses stratégies, l'engagement patriotique, idéologique ou religieux de ses combattants, et la variété de ses armements<sup>7</sup>. Les différences religieuses – la fameuse division sunnites/chiïtes – apparaît presque dépassée en force par les clivages violents qui déchirent le monde sunnite, mais surtout par la construction des nouveaux nationalismes des États de la Péninsule arabique<sup>8</sup>, qui nourrissent de nouvelles rivalités. Et l'économie est désormais assumée comme une arme offensive<sup>9</sup>, entre usage des sanctions et mobilisation des fonds rentiers, pour peser sur les processus électoraux dans les pays des Printemps arabes – la Tunisie s'est ainsi transformée en 2011 en véritable champ de bataille financier entre les Émirats et le Qatar.

Dans ces nouvelles querelles, les parrains extérieurs se bousculent. Les États-Unis de Trump sont d'autant plus fermement alignés sur les monarchies conservatrices qu'Israël leur est maintenant rallié. La Russie, après avoir fermement affirmé son ancrage en Syrie, convoite les marchés arabes du Golfe, tout comme la Chine, avec son insatiable besoin en matières premières. Et voici bientôt l'Inde, qui se préoccupe du sort de ses nationaux présents si nombreux dans le Golfe...

**Dorothee Schmid**  
Responsable du programme  
Turquie contemporaine et Moyen-Orient de l'Ifri



7. A. Cordesman, « The Arab Gulf States and Iran: Military Spending, Modernization, and the Shifting Military Balance », *CSIS Report*, Second Working Draft, 12 décembre 2018, disponible sur : <[www.csis.org](http://www.csis.org)>.

8. E. Alhussein, « Saudi First: How Hyper-Nationalism Is Transforming Saudi Arabia », *ECFR Policy Brief*, 19 juin 2019, disponible sur : <[www.ecfr.eu](http://www.ecfr.eu)>.

9. A. Benbernou, P. Bételaud et D. Schmid, « Géoeconomie du Moyen-Orient : l'économie dicte-t-elle le rapport des puissances ? », Ifri, *Note de l'Ifri*, mars 2020.



instructeur français des relations internationales | Téléchargé le 20/09/2020 sur <https://shs.cairn.info> (IP: 37.60.190.132)

**Les États riverains du golfe Arabo-Persique**